



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 5 novembre 2014 — N° 38

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Champlain sur le sujet suivant : *Souligner le 25^e anniversaire d'implication municipale de M. Jean-Claude Milot.*
- Le député d'Abitibi-Ouest sur le sujet suivant : *Félicitations à La Troupe À Cœur ouvert, récipiendaire du Prix hommage Guy-Beaulne!*
- La députée de Richmond sur le sujet suivant : *Souligner le Mois du diabète.*
- La députée de Montarville sur le sujet suivant : *50^e de la paroisse Saint-Augustine.*
- Le député de Chomedey sur le sujet suivant : *Félicitations à Mme Chantal Rondeau dans le cadre de la Semaine de la prévention du crime.*
- La députée de Vachon sur le sujet suivant : *Hommage à Jean-François Dionne, fondateur de l'Association des travailleurs et travailleuses en signalisation routière du Québec.*
- La députée de l'Acadie sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire d'Entraide Bois-de-Boulogne.*
- Le député de Chambly sur le sujet suivant : *L'organisme la Corne d'abondance de Chambly.*
- Le député de Mont-Royal sur le sujet suivant : *Souligner le 80^e anniversaire de l'Hôpital général juif.*
- Le député de Jacques-Cartier sur le sujet suivant : *Souligner le 50^e anniversaire de la Fondation de l'Hôpital général du Lakeshore.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 11, Loi sur la Société du Plan Nord.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 10
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **25 septembre 2014**
- 2) Projet de loi n° 11
Loi sur la Société du Plan Nord
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord le 30 septembre 2014
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 29 octobre 2014
Vote reporté le **4 novembre 2014**
- 3) Projet de loi n° 15
Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **9 octobre 2014**
- 4) Projet de loi n° 16
Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route et d'autres dispositions
Présenté par le ministre des Transports le **4 novembre 2014**

- 5) Projet de loi n° 17
Loi modifiant la Loi sur le Barreau, la Loi sur le notariat et le Code des professions
Présenté par la ministre de la Justice le **4 novembre 2014**

Étude détaillée en commission

- 6) Projet de loi n° 3
Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 12 juin 2014
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 16 septembre 2014
Principe adopté le **1^{er} octobre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 7) Projet de loi n° 12
Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 30 septembre 2014
Principe adopté le **8 octobre 2014**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 8) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

- 9) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 10) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 11) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 12) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 13) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 14) Projet de loi n° 200
Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon
Présenté par le député de Papineau le **11 juin 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

15) 22 octobre 2014

Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières pour analyser les effets que peut avoir sur nos institutions démocratiques et sur l'indépendance et la liberté de presse, le fait pour un député ou un membre du Conseil exécutif de détenir directement ou indirectement la majorité des actions d'une entreprise médiatique ou d'être dans une position de contrôle au sein d'une telle entreprise;

QU'à cette fin, la Commission entende l'Association des journalistes indépendants du Québec, le Conseil de presse du Québec, la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, monsieur Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, Me Henri Brun, professeur associé à la Faculté de droit de l'Université Laval, madame Dominique Payette, professeure au département d'information et de communication de l'Université Laval, monsieur Florian Sauvageau, président du conseil d'administration du Centre d'études sur les médias de l'Université Laval, ainsi que toutes les autres personnes et organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;

QUE l'organisation du mandat soit confiée aux membres de la Commission;

QU'au terme de ces auditions et conformément aux dispositions réglementaires, les membres de la Commission puissent déterminer en séance de travail des observations, conclusions ou recommandations incluant, le cas échéant, les meilleurs moyens législatifs à prendre et que le rapport de la Commission soit déposé à l'Assemblée au plus tard le vendredi 28 novembre 2014 à moins que la Commission n'en décide autrement.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

16) 4 novembre 2014

Motion du député de Bourget :

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse le rôle primordial que jouent les centres locaux de développement (CLD) sur l'ensemble du territoire du Québec, et ce, depuis 1998;

QU'elle reconnaisse qu'il s'agit d'un modèle où les acteurs du milieu local, entrepreneurs et élus, travaillent de concert au développement de leur communauté;

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse que les CLD constituent un réseau d'expertise et de contacts qui bénéficie aux entrepreneurs dans le démarrage d'une nouvelle entreprise ou dans le redressement d'une entreprise existante;

QUE l'Assemblée nationale prenne acte des 205 000 emplois créés ou maintenus, des 28 000 entreprises créées ou consolidées, ainsi que des 7 milliards de dollars en investissements que les CLD ont entraînés depuis 1998 sur l'ensemble du territoire québécois;

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement de conserver le modèle des CLD qui assure un soutien uniforme, professionnel et indépendant aux entrepreneurs, et ce, sur l'ensemble du territoire du Québec.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général d'automne 2013 portant sur la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur les médicaments et les services pharmaceutiques.
- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition sur le chapitre 2 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur la réalisation et l'exploitation d'aires de service.
- Audition sur le chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Interpellation :

- Du député de Chauveau au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles sur le sujet suivant : *Les décisions politiques qui mènent à une hausse injustifiée des tarifs d'électricité* (avis donné le 23 octobre 2014).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (mandat confié le 1^{er} octobre 2014).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon (mandat confié le 11 juin 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Étude de pétitions :

- Pétition 258-20140918 concernant les cours d'éducation sexuelle.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Saint-Jean au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale sur le sujet suivant : *Fermeture des carrefours jeunesse-emploi : l'abandon des jeunes par un gouvernement libéral sans vision* (avis donné le 30 octobre 2014).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 12**, Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 8 octobre 2014).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 15**, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État (mandat confié le 21 octobre 2014).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds de soutien aux proches aidants et sur celles de la Société de gestion L'Appui pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.
- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 10**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (mandat confié le 7 octobre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 3) Mme Richard (Duplessis) – **16 septembre 2014**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

L'article 27 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de santé et de services sociaux afin notamment de resserrer le processus de certification des résidences privées pour aînés (anciennement le projet de loi 16) prévoit que :

L'article 505 de cette loi [Loi sur les services de santé et les services sociaux] est modifié par l'insertion, après le paragraphe 24°, du paragraphe suivant :
« 24.1° prescrire le contenu d'un formulaire devant être rempli à la suite du décès d'un usager survenu dans une installation maintenue par un établissement ou dans un immeuble ou local d'habitation où sont offerts les services d'une ressource intermédiaire ou d'une ressource de type familial ou à la suite du décès d'une personne qui réside dans une résidence privée pour aînés et prévoir la personne autorisée à signer un tel formulaire de même que les cas, conditions et circonstances dans lesquels il doit être transmis au coroner; ».

En réponse à une question posée par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve lors de son audition à la Commission des institutions le 11 septembre dernier, le coroner en chef, Denis Marsolais, a indiqué aux membres de la commission parlementaire que le ministère de la Santé et des Services sociaux avait mis sur pied un comité de travail pour valider les orientations avancées et préparer un projet de règlement qui permettra de mettre en œuvre l'article 27 du projet de loi 16 cité ci-dessus.

1. Où en sont les travaux de mise en œuvre de l'article 27 du projet de loi 16, qui prévoyait l'adoption de règlements par le gouvernement?
2. Qui sont les membres qui forment le comité de travail mis sur pied par le ministère de la Santé et des Services sociaux?
3. Combien de rencontres ont eu lieu à ce jour et à quelles dates?
4. Quel est l'échéancier que s'est fixé le comité?
5. Quelle est la date prévue du dépôt du rapport du comité?
6. Quelle est la date prévue de l'entrée en vigueur du règlement?

9) **Mme Lamarre (Taillon) – 16 septembre 2014**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Lors de la dernière campagne électorale, le chef du Parti libéral du Québec promettait l'ajout de 2000 infirmières praticiennes spécialisées (IPS) de première ligne d'ici dix ans dans le réseau de la santé. À l'étude des crédits le 26 juin dernier, le ministre de la Santé et des Services sociaux a réitéré cet engagement mais n'a fourni aucun détail sur un éventuel plan, échéancier ou indication quant aux moyens qu'il compte employer pour réaliser cet engagement.

- En sachant que l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec délivre en moyenne 50 nouveaux permis d'IPS chaque année depuis 2010, quel est l'échéancier du ministre pour arriver à en ajouter 2000?
- Quels investissements le ministre compte-t-il associer à cette promesse?
- Le ministre compte-t-il octroyer un montant aux IPS qui superviseront des stagiaires, comme c'est le cas pour les médecins, afin de les inciter à en accepter en plus grand nombre?
- Concrètement, quel est le plan du ministre pour réaliser son engagement?

- 18) Mme Maltais (Taschereau) – **2 octobre 2014**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le 8 juillet 2014, lors d'une conférence de presse, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a affirmé que lorsqu'il avait décidé de retourner à la pratique médicale en septembre 2012, alors qu'il était député de l'opposition officielle, il avait demandé un avis au Commissaire à l'éthique et à la déontologie quant à cette situation.

Est-ce que le ministre s'engage à déposer en Chambre la demande d'avis au Commissaire à l'éthique et à la déontologie?

Est-ce que le ministre s'engage à déposer en Chambre la réponse du Commissaire à l'éthique et à la déontologie à cette demande d'avis?

Est-ce que le ministre s'engage à déposer l'ensemble de la correspondance qu'il a entretenue avec le Commissaire à l'éthique et à la déontologie en regard à cette situation?

- 19) M. Pagé (Labelle) – **7 octobre 2014**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le ministre a souligné en juin 2014 lors de l'étude des crédits l'excellent travail du Parti québécois pour mener de larges consultations et le dépôt d'un livre vert, nécessaires à l'adoption d'une Politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique (PNSLAP).

Le ministre a souligné qu'il entendait déposer prochainement cette Politique qui touche à tous les ministères du gouvernement.

Trois mois après les déclarations du ministre, plusieurs dossiers lui permettent de constater l'aspect transversal et interministériel de la PNSLAP.

Nous souhaitons savoir si le ministre passera de la parole aux actes et déposera avant la fin de la session parlementaire ladite Politique.

- 20) M. Lisée (Rosemont) – **8 octobre 2014**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

En suivi des propos tenus par le ministre en réaction à la décision de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal de mettre fin au versement de l'allocation de fréquentation aux usagers ayant une déficience intellectuelle par les CRDITED, qu'il a qualifiée d'«inacceptable» :

- Nous souhaitons obtenir une copie de la directive ministérielle demandant le maintien de l'allocation de 4,36\$ aux personnes visées par ce programme pour la région de Montréal, ainsi que pour toutes les autres régions le cas échéant.

- 23) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **21 octobre 2014**
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques

Le 25 septembre 2014, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a rendu public son rapport d'enquête et d'audience publique sur le Projet d'exploitation du gisement de nickel Dumont à Launay par Royal Nickel Corporation. Dans ce rapport, le BAPE explique qu'« Au terme de son analyse, la commission d'enquête est d'avis que le projet minier Dumont est acceptable, à condition de mettre en œuvre les mesures appropriées à l'égard des eaux souterraines et de surface, du climat sonore et de l'air ». (p. 104)

En plus de conclure que ledit projet est inacceptable dans sa forme proposée, le BAPE note qu'« En plus d'être à contre-courant de la position du MDDELCC, l'orientation du promoteur est contraire aux recommandations que font d'autres provinces canadiennes. » (p. 56)

Face à ce constat, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques s'engage-t-il à suivre toutes les recommandations du BAPE, mais aussi de prendre en considération les préoccupations de la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue, afin de s'assurer que le projet proposé par Royal Nickel Corporation soit acceptable sur les plans social et environnemental?

- 24) M. Surprenant (Groulx) – **4 novembre 2014**
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Nous apprenions le mois dernier que le nombre de « vraies » fraudes à l'aide sociale a oscillé entre 16 000 et 20 000 cas entre 2009-2010 et 2013-2014, sans augmentation ou diminution constante. Par contre, les montants en cause ont augmenté de façon constante pour ces mêmes années, passant de 68,6 millions \$ à 86,4 millions \$.

Or, depuis 2009, le nombre moyen d'enquêteurs au ministère est passé de 162 à 134. Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a promis en juin dernier d'en ajouter 10, à coût nul.

Combien des 10 nouveaux employés promis par le ministre ont-ils été embauchés à ce jour et quel est le bilan de leur travail et de l'équipe en place pour récupérer l'argent versé aux fraudeurs? Quelles autres mesures le ministre a-t-il mises en place ou a-t-il prévues afin de récupérer cet argent?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS